

DIÁRIO



OFICIAL

ESTADOS

UNIDOS DO BRASIL

REPUBLICA FEDERAL

ORDEM E PROGRESSO

ANNO LXV — 38ª DA REPUBLICA — N. 68

CAPITAL FEDERAL

SABBADO, 27 DE MARÇO DE 1926

O BRASIL NA LIGA DAS NAÇÕES

A Legação Alemã no Rio de Janeiro, então a cargo de Sua Ex., o Sr. Ministro G. Plehn, entregou ao Itamaraty, em 29 de Setembro de 1924, um longo *Memorandum* acompanhado de um *Aide-Mémoire*. O primeiro desses documentos era uma exposição que o Reich dirigia ao Brasil e a todos os outros membros do Conselho Executivo da Sociedade das Nações, repleto pormenorizadissimamente como entendia o seu próprio desejo de entrar para a Sociedade das Nações. O *Aide-Mémoire* rogava ao Brasil que desse a conhecer com urgência o seu ponto de vista relativamente aos itens 1 e 2 do *Memorandum*.

O *Memorandum* no texto francez communicado pela Legação Alemã, era o seguinte:

LEGAÇÃO DA ALLEMANHA

Traduction

D'après les vues du Gouvernement Allemand la seule voie qui peut mener l'humanité à un essor culturel, se trouve dans la consolidation de la paix et dans la solidarité internationale. Dans les circonstances données l'union des États dans la Ligue des Nations apparait au Gouvernement Allemand comme le moyen le plus sûr pour réaliser cet idéal. Si la demande formulée à Versailles en 1919 par la délégation allemande de la paix qui fut rejetée dans le temps par les Gouvernements Alliés et Associés, n'a pas encore été renouvelée, c'est à cause du fait que l'Allemagne, à cause de la tournure prise par les conditions politiques après l'entrée en vigueur du traité de Versailles, ne pouvait s'attendre à ce que sa collaboration au sein de la Ligue des Nations produise des effets utiles. Le Gouvernement Allemand croit cependant qu'il trouvera à present, surtout après la marche et les résultats de la conférence de Londres, une base qui pourra lui assurer une coopération prospère dans la Ligue des Nations. Il s'est donc décidé d'aspirer sans retard à l'entrée de l'Allemagne dans la Ligue.

En considérant toutefois la discussion internationale à laquelle cette question a donné lieu jusqu'à present, il ne semble pas opportun au Gouvernement Allemand de faire sans autre une demande d'admission à la Ligue. Dans le but de tout éviter ce qui pourrait causer des contre coups à la délicate actuelle de la situation politique mondiale, il désire avant

tout s'éclaircir en toute franchise auprès des Gouvernements représentés dans le Conseil de la Ligue des Nations, certaines questions d'importance capitale pour une collaboration de l'Allemagne aux grandes tâches qui entrent dans la compétence de la Ligue des Nations.

1) Le Gouvernement Allemand est loin de réclamer pour l'Allemagne des faveurs spéciales. Il est d'avis que le but, le développement de la Ligue des Nations, ne peut être autre que la réalisation de l'égalité complète entre tous les États qui y sont représentés. Tant que le statut de la Ligue réserve cependant à certains États une position spéciale par le fait de leur accorder le droit d'avoir des représentants permanents dans l'organe destiné en premier lieu au pouvoir exécutif, c'est à dire dans le Conseil de la Ligue des Nations, le Gouvernement Allemand se voit obligé de réclamer aussi pour soi le droit à un tel représentant.

En faisant la demande d'admission il doit donc avoir la certitude que l'Allemagne recevra aussitôt après son entrée dans la Ligue un siège permanent dans le Conseil. Il suppose en outre que l'entrée de l'Allemagne aura, sans doute, comme suite sa participation paritaire aux autres organes de la Ligue, et tout particulièrement au Secrétariat Général. L'admission à un siège permanent dans le Conseil de la Ligue dépend de la décision unanime de toutes les Puissances représentées dans la Ligue. Le Gouvernement Allemand prie donc le Gouvernement Brésilien de lui déclarer si, au temps donné, il est disposé à donner à son représentant dans la Ligue les instructions respectives.

2) L'article 16 du Statut de la Ligue des Nations prévoit une participation des membres de la Ligue à des mesures coercitives contre tels États qui aient rompu la paix. Tant que subsiste l'inégalité actuelle de l'Allemagne dans l'état de ses armements militaires par rapport aux autres Nations, inégalité causée par le désarmement de l'Allemagne, celle-ci est, contrairement aux autres membres de la Ligue des Nations, mise complètement hors d'état de prendre part à aucune exécution de la Ligue basée sur l'article 16. Un peuple désarmé, qui est environné de voisins fortement armés, disposant de tous les moyens modernes de guerre, et qui, par contre, n'a pas même à sa disposition les moyens suffisants pour défendre ses

frontières, ne peut en cas de conflits internationaux abandonner sa neutralité de primabord. Il s'exposerait en effet au danger d'être considéré comme adversaire belligérant par les États contre lesquels se dirige l'exécution de la Ligue. Pour cette raison le Gouvernement Allemand se verra obligé de faire une réserve correspondant en formulant sa demande d'amission. Il attache du prix à s'assurer déjà à présent de l'opinion du Gouvernement Brésilien sur ce point.

3) D'après le Statut de la Ligue des Nations l'admission de nouveaux membres dépend de ce qu'ils donnent des garanties effectives pour leur sincère intention de maintenir leurs obligations internationales. Selon l'avis du Gouvernement Allemand il est exclu qu'il puisse y avoir des doutes fondés contre l'existence d'une telle garantie par rapport à l'Allemagne. Il est cependant disposé à confirmer à la Ligue des Nations par une déclaration formelle qu'il est disposé à exécuter ses compromis internationaux. Une telle déclaration ne touche cependant par les déclarations faites à des occasions antérieures par le Gouvernement Allemand ayant rapport aux compromis en cause; il ne doit particulièrement pas être interprété comme si le Gouvernement Allemand reconnaissait par ces déclarations tout ce qui a été prétendu pour modifier ses obligations et qui compromet moralement le peuple allemand. De même le Gouvernement Allemand ne peut pas s'abstenir de faire remarquer qu'en réalité l'exécutabilité de ses compromis contractés ne dépend pas uniquement de ses intentions loyales. Il se voit obligé de répéter avec insistance qu'avant tout la réalisation des stipulations de Londres rend absolument indispensable la réintégration des conditions légales au Rhin et à la Rhur.

4) Dans l'article 22 du Statut de la Ligue des Nations il est dit que la tutelle des peuples non indépendants doit être confiés aux Nations avancées qui présentent la meilleure aptitude à cet effet à cause de leurs moyens et de leurs expériences. L'Allemagne qui, après avoir perdu la guerre, a été exclue de tout oeuvre coloniale s'attend à participer au temps donné activement au système des mandats.

Le Gouvernement Allemand est certain que, si l'on tient compte des points de vue susmentionnés, il s'en suivra un état de choses qui ne servira non seulement aux intérêts de l'Allemagne, mais aussi à ceux de la Ligue des Nations. La coopération aux hauts problèmes qui occupent la Ligue, coopération à laquelle l'Allemagne est prête et à laquelle elle a un droit, contribuera à rapprocher ces problèmes à leur réalisation. Il est permis de s'attendre à ce résultat déjà pour la raison que l'entrée de l'Allemagne représente un pas important vers l'universalité de la Ligue des Nations. L'universalité de la Ligue doit être considérée comme une condition indispensable à sa pleine efficacité. Seulement quand elle aura été obtenue, l'esprit de vraie démocratie, l'esprit de réconciliation et de bonne entente qui vient de porter à Londres ses premiers fruits, pourra s'étendre sur la solution de toutes les questions qui, à l'heure présent, s'élèvent encore entre les peuples et les séparent.

Le Gouvernement Allemand considérera en tout temps comme un de ses plus nobles devoirs d'appliquer toutes ses forces pour poursuivre ce but final.

Rio de Janeiro, le 29 Septembre 1924.

LEGAÇÃO DA ALLEMANHA

Aide Mémoire

Relativo ao Memorandum do Governo Alemão, que é entregue nesta ocasião e cuja publicação não se tenciona fazer por enquanto, a Legação da Alemanha, obedecendo a instruções recebidas, toma a liberdade de mencionar o seguinte:

O Memorandum tem o fim de apresentar a interpretação autentica da posição em que se colloca o Governo Alemão relativa á questão da entrada da Alemanha para a Liga das Nações. O Governo Alemão agora tem o sincero e firme proposito de fazer parte da Liga das Nações. Elle cultiva toda a esperança que o Governo Brasileiro reconheça a verdade dos pontos de vista do Memorandum, que necessariamente se deduzem dos factos, de um lado que a Alemanha, apesar de sua derrota, é um paiz de grande cultura, e de outro que elle se acha em situação excepcional devido ao Tratado de Versailles e ao desarmamento unilateral. O Governo Alemão, para esclarecer a questão, tem o dever de dar valor a uma opinião por escripto por parte do Governo Brasileiro, relativa aos pontos 1 e 2 do Memorandum. Com isto se faz, portanto, o pedido relativo.

O Governo Alemão declara expressamente que a exigencia contida no Memorandum relativa á evacuação do Rheno e Rhur de modo algum deve ser julgada como pretexto para, eventualmente, não executar as obrigações assumidas em Londres. O direito dessa exigencia se prova com a acção de empenhos financeiros, que fazem depender a subscrição do empréstimo de 800 milhões, empréstimo que é a chave para a execução do convenio de Londres, da evacuação militar do Rhur e da zona de Koeln para 10 de janeiro de 1925.

O Governo Alemão ficaria particularmente grato si o Governo Brasileiro desse a conhecer com urgencia o seu ponto de vista relativo aos pontos 1 e 2 do Memorandum.

Rio de Janeiro, 29 de Setembro de 1924.

O Governo do Brasil estudou cuidadosamente a questão e respondeu á Alemanha em data de 4 de Dezembro de 1924, nos seguintes termos:

Ministerio das Relações Exteriores — Rio de Janeiro — G. 102/9.290.

Lemos com a maior attenção o *aide mémoire* de 29 de Setembro da Legação Alemã e os dois documentos, que vieram annexos ao alludido *aide mémoire*.

A importancia que o Governo Brasileiro attribue á Sociedade das Nações ficou bem patente na criação de uma Delegação especial, com caracter permanente, em Genebra, onde tem séde o vasto aparelho internacional creado pelo Tratado de Versalhes.

Fielis ao espirito e á letra desse Pacto, do qual somos signatarios, acompanhamos com a maior sympathia o desenvolvimento progressivo dos diversos órgãos que desde então vêm sendo creados para assegurar definitivamente a paz entre todos os povos.

A nossa participação nos trabalhos da Sociedade das Nações significa bem, de nossa parte, o desejo que ardentemente nutrimos de concorrer, de uma maneira elevada, para a realização dos nobres idéas de humanidade.

Não poderíamos, portanto, olhar com indiferença as aspirações das Nações que desejem entrar para a Sociedade e com ella collaborar nos seus objectivos.

Não honrariamos mesmo a nossa adhesão á Sociedade das Nações si tivéssemos o pensamento egoistico de cuidar tão sómente dos nossos interesses como Nação soberana e como membro da familia americana.

Mentiríamos ainda á consciencia nacional brasileira, hoje completamente identificada com o elevado escopo da Sociedade, si nos recusássemos a cooperar para a implantação definitiva na Europa da paz pela justiça.

E' este o espirito que ha de guiar sempre a nossa orientação, quer nas assembléas da Liga, quer no seio das commissões especiaes, ou nos trabalhos do Conselho Executivo, do qual temos tambem a honra de fazer parte.

O Governo do Brasil entende, porém, que as questões concretizadas nos desejos expressos pela Allemanha pertencem á natureza das que não devem se tratadas de Governo a Governo, mas, de preferencia, expostas e discutidas em conjuncto pelos membros da Sociedade e no seio desta, afim de serem melhor conhecidos os varios aspectos das ditas questões e os pontos de vista dos óutros associados.

O Governo allemão póde, entretanto, ter a certeza de que examinaremos imparcialmente, e com espirito concialodr, as suas aspirações contidas no *aide mémoire* de 29 de Setembro de 1924, mantendo o firme proposito de encontrar soluções equivas para todas as questões e reclamações jústas, sem prejuizo dos compromissos assumidos pelo Brasil e da boa doutrina do Direito Internacional, no que fór applicavel a cada caso.

A Sociedade das Nações deve caminhar resolutamente para uma universalisação cada vez maior do seu Estatuto. Quanto mais adherentes contar a Instituição tanto maiores serão a sua força e o seu prestigio. Qualquer nação, grande ou pequena, ausente dos conselhos de Genebra, faz falta. O ideal é que todos os povos alli se reunam e se entreguem ao nobre labor de achar o caminho das soluções pacificas.

Um regimen de garantia mutua e de assistencia effectiva coroará, sem duvida, um dia, esses louvabilissimos esforços.

— Isto posto, o Brasil nenhuma objecção tem a oppôr, em these, á entrada da Allemanha como Membro da Sociedade das Nações, antes deseja que essa entrada se verifique.

— Tambem, em principio, o Brasil não se oppõe a que o novo membro obtenha um lugar permanente no Conselho.

Essas questões e as outras a que se refero o Memorandum da Chancellaria Allemã serão encaradas pelo Brasil com sereno espirito e justa ponderação, quando formos chamados a tratar do assumpto no debate do mesmo pela Assembléa da Sociedade.

Rio de Janeiro, 1 de Dezembro de 1924.

O Ministro Plehn accusou a recepção da resposta no seguinte *bilhete verbal*:

Legação da Allemanha — J. N. 4344/24.

La Légation d'Allemagne, ayant l'honneur d'accuser réception du Mémoire du 1^{er} décembre — G. 102/9290 — se permet de communiquer au Ministère des Affaires Étrangères des États Unis du Brésil qu'il lui a été un devoir des plus agré-

bles de faire parvenir à son Gouvernement le point de vue du Gouvernement du Brésil au sujet de la question de l'entrée de l'Allemagne dans la Ligue des Nations.

Rio de Janeiro, le 6 décembre 1924.

Convocada para 8 do findante mez de Março uma Assembléa Extraordinaria da Sociedade das Nações, o Brasil logo que teve conhecimento official da ordem do dia declarou que compareceria, e designou para seus Delegados os Srs. Embaixadores Mello Franco, Souza Dantas e Regis de Oliveira.

Os termos da convocação eram os seguintes, como consta do telegramma do Secretariado recebido pelo Itamaraty:

Genève, 13.

Conseil a décidé aujourd'hui, en application article premier reglement Assemblée, qu'assemblée se réunira session extraordinaire Genève, huit mars 1926, quinze heures, avec ordre du jour suivant

Primo — demande admission Allemagne

Secondo — decision assemblée sur propositions éventuelles Conseil par application article quatre Pacte

Tertio — questions budgétaires

Quarto — construction salle de conférences.

Par consequent, suis chargé président Conseil, conformément article troisième reglement assemblée, convoquer membres Société cette session.

Etant donné impossibilité communiquer documents nécessaires à votre Gouvernement avant huit Mars, serais heureux connaître plus tot possible noms vos délégués a qui outre distribution normale documents seront transmis immédiatement. — Drummond, Secrétaire General.

Não vendo nada nessa convocação que pudesse levar o Brasil a alterar a resposta dada á consulta da Allemanha tres mezes depois da Assembléa da Sociedade haver approvado o Protocollo de Genebra, isto é antes da modificação feita na politica europeá com o abandono daquelle Protocollo e a assignatura dos Pactos de Locarno, que, aliás, longe de contrariar, aconselhavam o alargamento do Conselho, o Governo Federal limitou-se a aguardar, como lhe cumpria, a abertura dos trabalhos.

Antes, porém, dessa abertura, os telegrammas da imprensa entraram a noticiar com insistencia que a Allemanha fazia questão capital de entrar sozinha para membro permanente do Conselho, quando o terceiro item da convocação não dizia isso, e rezava apenas, como acima se leu: "*Decision assemblée sur propositions éventuelles Conseil par application article quatre Pacte.*"

O Governo do Brasil teve confirmação da estranha noticia no seguinte telegramma do Embaixador Mello Franco:

Genebra, 17 — Logo que regresssei de Roma, fui procurado pelo Consul da Allemanha que fez considerações no sentido da these allemã, de que a sessão extraordinaria deveria ser sómente para a entrada da Allemanha na Liga das Nações e para a satisfação do compromisso assumido com ella de ser-lhe dado um lugar permanente no Conselho, e que a criação de outros postos deveria ser objecto da sessão ordinaria de Setembro. — Mello Franco."

Estando já desde muito lançadas as candidaturas do Brasil e da Hespanha, e tendo sido adiada a solução exactamente para quando a Allemanha pedisse ingresso, como aliás transparecia da propria convocatoria, não era natural que o nosso paiz deixasse de fazer algumas objecções á these nova e imprevista da entrada do Reich sózinho para membro permanente do Conselho.

Foi então que o Ministro das Relações Exteriores pediu a Sua Excellencia o Sr. Knipping, Plenipotenciario da Allemanha, o obsequio de ir vel-o, e procurou saber o fundamento do que se dizia, manifestando-lhe ao mesmo tempo a sua surpresa por esse facto novo, que obrigava o Brasil a reexaminar a questão, quando o seu vivo desejo continuava a ser o de votar para que a Allemanha obtivesse ingresso na Liga e, ao mesmo tempo, um posto permanente no Conselho.

Essa conferencia realizou-se na residencia do Sr. Ministro das Relações Exteriores, e Sua Excellencia o Sr. Ministro Knipping declarou que ia telegraphar ao seu Governo.

No dia 27 de Fevereiro Sua Ex. o Sr. Ministro Knipping entregava pessoalmente ao Sr. Ministro das Relações Exteriores o *Aide-Mémoire* que em seguida reproduzimos no proprio texto portuguez da Legação Allemã:

Legação da Allemanha — *Aide mémoire*.

Conforme o desejo de Sua Ex., o Ministro Allemão não tardou de telegraphar o conteúdo da declaração verbal de Sua Ex. o Sr. Ministro das Relações Exteriores no dia 24 do corrente ao Governo do Reich, dizendo:

— "Em vista da attitudo allemã communicada oficialmente pelo Consul allemão em Genebra, Sr. Aschmann, ao Embaixador Brasileiro junto á Liga das Nações e não mencionando o desejo brasileiro para um logar permanente no Conselho da Liga pleiteado ha mais do que dous annos e conhecido no Ministerio das Relações Exteriores do Reich, o Governo Brasileiro se considera numa situação em frente da Allemanha, não podendo, desta maneira, sustentar inteiramente a sua declaração datada de 1 de Dezembro de 1924, dizendo não oppôr-se a que a Allemanha obtenha um logar permanente no Conselho e reservando-se sua attitudo na sessão do Conselho fixada para o dia 8 de Março, afim de reservar seus direitos e interesses."

Vem de ser encarregado de responder ao Governo Brasileiro o seguinte:

"A declaração ainda não está bem entendida pelo Governo do Reich, porquanto o Consul Allemão em Genebra, Sr. Aschmann, nem encarregado oficialmente nem pessoalmente jámais fez communicação ao Sr. Embaixador Brasileiro junto á Liga das Nações sobre a attitudo allemã. A unica entrevista que teve logar sobre este assumpto foi uma communicação particular da parte do Sr. Dr. Afranio de Mello Franco, dizendo: exigindo o Conselho da Liga a recommendação de todos os Estados sul-americanos e sendo esta pouco provavel, a candidatura do Brasil parece pouco promissoria. Com excepção disto, o Governo do Reich não recebeu até agora nenhuma communicação concernente aos desejos brasileiros e a sua informação dependeu exclusivamente de noticias contradictorias da imprensa. O Governo do Reich agradecerá por isso

esclarecimentos sobre a declaração de Sua Excellencia o Senhor Ministro das Relações Exteriores, concernente á entrevista do Consul Allemão em Genebra com o Sr. Embaixador Brasileiro, mandando ao mesmo tempo de communicar a Sua Excellencia que se sente muito surprehendido da declaração mencionada. O Governo do Reich não póde admittir que a situação do Brasil a respeito de um logar permanente para a Allemanha seja mudada de qualquer maneira e aterá-se á declaração do Governo Brasileiro contida no Memorandum datado de 1 de Dezembro de 1924.

Rio de Janeiro, 27 de Fevereiro de 1926.

A resposta do Governo do Brasil consta do seguinte documento, entregue a Sua Excellencia o Sr. Ministro Knipping na tarde de 5 de Março:

MINISTERIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES

Rio de Janeiro

O Governo do Brasil examinou detidamente os termos do *aide mémoire* de 27 de Fevereiro de 1926 que Sua Excellencia o Senhor Ministro Knipping entregou pessoalmente ao Ministro das Relações Exteriores em entrevista realizada na residencia deste.

Teriamos talvez alguma cousa a rectificar na communicação que Sua Ex. mandou ao seu Governo, resumindo essa palestra.

E' preferivel no entanto deixar de lado qualquer possível equivoco na transmissão da alludida palestra e irmos ao ponto que interessa.

O supracitado *aide-mémoire* a que o Itamaraty tem a honra de responder diz textualmente na traducção portugueza entregue com o original allemão:

"A declaração ainda não está bem entendida pelo Governo do Reich porquanto o Consul Allemão em Genebra, Sr. Aschmann, nem encarregado oficialmente nem pessoalmente jámais fez communicação ao Sr. Embaixador Brasileiro junto á Liga sobre a attitudo Allemã. A unica entrevista que teve logar sobre esse assumpto foi uma communicação particular da parte do Sr. Dr. Afranio de Mello Franco, dizendo: exigindo o conselho da Liga a recommendação de todos os estados sul-americanos e sendo essa pouco provavel, a candidatura brasileira parece pouco promissora."

Nada do que ahí está referido se tendo passado no Rio, era natural que ouvíssemos o Embaixador Mello Franco, o qual, em telegramma de resposta, expedido de Genebra, assim se expressa, contestando categoricamente as passagens do *aide-mémoire*:

"O Consul da Allemanha, com quem mantenho boas relações e ao qual tenho dado provas da nossa isenção de animo acerca do seu paiz, desde muito tempo e, agora, solicitado pela nova phase criada por Locarno, limitou-se a defender a these official, publicamente sustentada pelo seu Governo, no sentido de restringir a sessão de Março próximo sómente á entrada da Allemanha."

O meu telegramma citado transmittiu unicamente a dita informação.

Acrescento agora que eu respondi não podermos accetar tal ponto de vista, porque toda a minha correspondencia offi-

cial com os delegados das grandes potencias no Conselho, desde 1923, prova que o argumento com que os ditos delegados se oppunham á nossa entrada para membro permanente era que deviamos esperar a oportunidade da admissão da Allemanha, e que nessa occasião teria, necessariamente, de ser encarado e resolvido o problema geral do augmento do Conselho.

Era, pois, inadmissivel a these allemã e estaria em contradicção com todas as promessas anteriores feitas ao Brasil.

Contesto tambem a outra informação do *aide-mémoire* transmittido a Vossa Excellencia pelo Ministro Knipping.

Não era possivel que houvesse eu dito que o Conselho Executivo da Liga das Nações exigia a recommendação de todos os Estados latinos americanos para que fôsse possivel a candidatura do Brasil.

O que se passou foi o seguinte: Tendo a imprensa européa repetido que a Argentina e o Chile, além de outros paizes americanos, se oppunham á candidatura do Brasil, e tendo o Consul da Allemanha alludido a taes boatos, respondi não acreditar e que a reunião dos latinos americanos, em Setembro, provava em contrario, mas que si porventura nos fosse imposta pelas grandes potencias a condição desse *placet* prévio, para servir de pretexto para o afastamento da America e a admissão somente de Estados Europeus, nesse caso eu proporia a meu Governo nosso completo desinteresse pelos assumptos da Liga das Nações, porque ficaria demonstrado não ser ella a associação verdadeiramente tendente á universalização, "uma simples alliança de Estados da Europa."

O *aide-mémoire* a que este outro responde, termina dizendo que o Governo do Reich se sente muito surprehendido e "não pôde admittir que a situação do Brasil a respeito de um lugar permanente no Conselho para a Allemanha seja mudada de qualquer maneira e aterá-se á declaração do Governo Brasileiro no *Memorandum* de 1 de Dezembro de 1924."

Reservada qualquer impropriedade de traducção que não é desta Chancellaria, cabe ao Itamarty ponderar a Sua Ex. o Sr. Ministro Allemão que não ha razão nenhuma para surpresa, e que o Brasil, nessa questão, está onde sempre esteve e ostará, isto é, animado da melhor boa vontade em relação á Allemanha e dentro dos termos exactos de sua resposta de 1 de Dezembro de 1924, cujos topicos essenciaes convem recordar:

"Não honrariamos mesmo a nossa adhesão á Sociedade das Nações si tivéssemos o pensamento egoistico de cuidar tão somente dos nossos interesses como nação americana e como membro da familia americana.

Mentiríamos ainda á consciencia nacional brasileira, hoje completamente identificada com o elevado escopo da Sociedade, si nos recusássemos a cooperar para a implantação definitiva na Europa da paz pela just

E' este o espirito que ha de guiar sempre á nossa orientação, quer nas assembléas da Liga, quer no seio das comissões especiaes, ou nos trabalhos do Conselho Executivo, ao qual temos tambem a honra de fazer parte.

O Governo do Brasil, entende, porém, que as questões concretizadas nos desejos expressos pela Allemanha pertencem á natureza das que não devem ser tratadas de Governo a Governo, mas, de preferencia, expostas e discutidas em conjuncto pelos membros da Sociedade e no seio desta, assim de serem

melhor conhecidos os varios aspectos das ditas questões e de pontos de vista dos outros associados.

O Governo allemão pôde, entretanto, ter a certeza de que examinaremos imparcialmente e com espirito conciliador as suas aspirações contidas no *aide-mémoire* de 29 de Setembro de 1924, mantendo firme o proposito de encontrar soluções adequadas para todas as questões e reclamações justas, sem prejuizo dos compromissos assumidos pelo Brasil e da boa doutrina do Direito Internacional, ao que fôr applicavel á cada caso.

— Isto posto, o Brasil nenhuma objecção tem a oppor, em these á entrada da Allemanha como Membro da Sociedade das Nações, antes deseja que essa entrada se verifique.

— Tambem, em principio, o Brasil não se oppõe a que o novo membro obtenha um lugar permanente no Conselho.

Essas questões e as outras a que se refere o *Memorandum* da Chancellaria Allemã serão encaradas pelo Brasil com sereno espirito e justa ponderação, quando formos chamados a tratar do assumpto no debate do mesmo pela Assembléa da Sociedade."

Tendo em vista apoiar a entrada da Allemanha para a Liga das Nações, assim como a sua eleição para membro permanente do Conselho, não pensou o Brasil em abrir mão, como não abriu, de sua candidatura a um lugar permanente no mesmo Conselho, candidatura que vinha pleiteando ostensivamente desde a sessão de 1923, muito antes, portanto, de resolver-se a Allemanha a entrar para a Liga.

E os termos—"em these" e "em principio"—de que usei na sua resposta de 1 de Dezembro de 1924 á consulta da Allemanha não significavam senão que o Brasil se reservava o direito de examinar o desejo da Allemanha "em conjuncto" com os outros membros do actual Conselho Executivo, isto é, quando no seio deste se viesse a estudar a conveniencia de augmentar o numero de logares permanentes, e a resolver a que outras Nações seriam elles destinados.

Era tanto mais natural aquella reserva, quanto já haviam acenado ao Brasil com a promessa de attender ao seu desejo logo que se cogitasse da entrada da Allemanha ou de outra nação para o Conselho Executivo.

Se isto não foi amplamente exposto assim ao Governo Allemão na citada resposta de 1 de Dezembro de 1924, foi por não suspeitar o Brasil que a Allemanha pretendesse entrar sozinha para o quadro permanente do Conselho, e esta não lh'o ter deixado sequer transparecer no *aide-mémoire* de 29 de Setembro de 1924.

O pensamento do Governo Brasileiro ficou, porém, claramente patenteado no final de sua citada resposta: "Estas questões e as outras a que se refere o *Memorandum* da Chancellaria Allemã serão encarados pelo Brasil com sereno espirito e justa ponderação quando formos chamados a tratar do assumpto no debate do mesmo pela assembléa da Sociedade."

Pelo exposto, o Governo do Brasil tem a honra de comunicar officialmente ao Governo da Allemanha a candidatura do Brasil a um lugar permanente no Conselho da Liga das Nações e que apoiará com prazer o pedido da Allemanha, uma vez que ella não seja a unica nação a ingressar, como membro permanente, no Conselho, e não embarace a legitima aspiração do Brasil.

Rio de Janeiro, 5 de Março de 1926.

SUMMARIC

ACTOS DO PODER EXECUTIVO:

Decreto n. 17.248, que concede á Tide Water Oil Export Corporation autorização para funcionar na Republica.

Decreto n. 17.256, que abre o credito especial de 1:752\$846, para saldar contas com o 3º escripturario da Recebedoria do Districto Federal, Francisco Jeronymo de Albuquerque Maranhão.

Ministerio da Guerra — Decretos de 18 de fevereiro e 24 do corrente.

SECRETARIAS DE ESTADO:

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores — Portarias — Expediente das Directorias da Justiça e de Contabilidade e do Departamento Nacional de Saude Publica.

Ministerio das Relações Exteriores — Circular — Portaria — Expediente.

Ministerio da Fazenda — Portaria — Expediente da Directoria Geral do Thesouro Nacional, da Contadoria Central da Republica, das Directorias da Receita e da Despeza Publicas, da Recebedoria do Districto Federal, das Inspeções Geral dos Bancos e de Seguros, da Imprensa Nacional e *Diario Official* e da Caixa de Amortização.

Ministerio da Marinha — Portarias — Expediente.

Ministerio da Guerra — Portarias — Expediente.

Ministerio da Viação e Obras Publicas — Portarias — Expediente das Directorias Geraes de Contabilidade e dos Correios e da Estrada de Ferro Central do Brasil.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio — Expediente das Directorias Geraes de Agricultura, de Contabilidade e da Propriedade Industrial e das Directorias do Serviço de Inspeção e Fomento Agricolas e de Meteorologia.

Tribunal de Contas — Termos de contracto — Noticiario — Parte Commercial — Rendas publicas — Editaes e avisos — Sociedades anonymas — Annuncios.

ACTOS DO PODER EXECUTIVO

DECRETO N. 17.248 — DE 17 DE MARÇO DE 1926

Concede a Tide Water Oil Export Corporation autorização para funcionar na Republica.

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil, attendendo ao que requeron Tide Water Oil Export Corporation, com sede em Bayonne, New Jersey, Estados Unidos da America, e devidamente representada, decreta:

Artigo unico. E' concedida á sociedade anonyma Tide Water Oil Export Corporation autorização para funcionar na Republica com os estatutos que apresentou e mediante as clausulas que este acompanham, assignadas pelo ministro de Estado dos Negocios da Agricultura, Industria e Commercio, ficando a mesma sociedade obrigada a cumprir as formalidades exigidas pela legislação em vigor.

Rio de Janeiro, 17 de março de 1926, 105º da Independencia e 38º da Republica.

ARTHUR DA SILVA BERNARDES.

Miguel Calmon du Pin e Almeida.

Clausulas que acompanham o decreto n. 17.248, desta data

I

A sociedade anonyma Tide Water Oil Export Corporation é obrigada a ter um representante geral no Brasil, com plenos e illimitados poderes para tratar e definitivamente resolver as questões que se suscitarem, quer com o Governo, quer com particulares, podendo ser demandado e receber citação inicial pela sociedade.

II

Todos os actos que praticar no Brasil ficarão sujeitos unicamente ás respectivas leis e regulamentos e á jurisdicção de seus tribunaes judiciais ou administrativos, sem que, em tempo algum, possa a referida sociedade reclamar qualquer excepção, fundada em seus estatutos, cujas disposições não poderão servir de base para qualquer reclamação concernente á execução das obras ou serviços a que elles se referem.

III

Fica dependente de autorização do Governo qualquer alteração que a sociedade tenha de fazer nos respectivos estatutos.

Ser-lhe-ha cassada a autorização para funcionar na Republica se infringir esta clausula.

IV

Fica entendido que a autorização é dada sem prejuizo do principio de achar-se a sociedade sujeita ás disposições de direito que regem as sociedades anonymas.

V

A infracção de qualquer das clausulas para a qual não esteja comminada pena especial será punida com a multa de um conto de réis (1:000\$) a cinco contos de réis (5:000\$) e, no caso de reincidencia, com a cassação da autorização concedida pelo decreto em virtude do qual baixam as presentes clausulas.

Rio de Janeiro, 17 de março de 1926. — *Miguel Calmon du Pin e Almeida.*

Eu, abaixo assignado, traductor publico e interprete commercial juramentado da praça do Rio de Janeiro, devidamente nomeado pela MM. Junta Commercial da mesma cidade, certifico pelo presente que me foi apresentado um documento escripto no idioma inglez, afim de o traduzir para o vernaculo, o que fiz, em razão do meu officio, na forma seguinte:

TRADUÇÃO

CERTIFICADO DE INCORPORAÇÃO DA TIDE WATER EXPORT OIL CORPORATION

Certifica-se pela presente que nós, Byron D. Benson, Frank A. Marsellus e F. Bailey Vanderhoef, pelo presente nos associamos sob a forma de corporação constituída por força e em virtude de um acto do Poder Legislativo do Estado de New Jersey, intitulado "Lei Referente a Corporações (Revisão de 1896)" e dos varios additivos á mesma lei e das suas modificações, nos obrigamos, respectivamente, a tomar o numero de acções do capital-acções, constante em frente dos nossos respectivos nomes.

1. O nome da companhia é Tide Water Oil Export Corporation.

2. A sede do escriptorio principal neste Estado é em East 22nd Street, na cidade de Bayonne, condado de Hudson.

O nome do agente na mesma cidade encarregado do mesmo escriptorio principal e autorizado a receber citação judicial que possa ser feita á companhia é Joseph B. Edwards.

3. Os fins para esta companhia é constituída são:

Explorar o negocio de perfuração, extracção, producção, concentração, evaporação, refinação, compra, venda e disposição e utilização, por outra qualquer forma e commercio de petroleo em todos os seus estados, oleo, enxofre, gaz, carbonio fino, asphalto, betume e substancias betuminosas de toda natureza, carbonio e productos hydrocarbonicos de toda sorte, carvão, saes, gaz natural, aguas thermaes e medicinaes, ouro, prata, ferro, cobre e outros quaesquer metaes e mineraes, e, em geral, productos da terra de toda especie e natureza.

Explorar, descobrir, perfurar, extrahir, produzir, minar, trabalhar, separar, converter, refinar, fundir, reduzir, tratar, manufacturar, utilizar, vender e gyrar com todas e cada uma das substancias especificadas no presente instrumento nas suas formas naturaes ou modificadas ou manufa-

esse tribunal, sejam encaminhados ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento á Companhia Brasileira Carbonifera de Araranguá, os inclusos processos de medições provisórias, na importância total de 73:080\$471, relativas aos serviços executados na Estrada de Ferro de Araranguá, de accôrdo com o contracto annexo ao decreto n. 13.192, de 11 de setembro de 1918, celebrado em virtude do art. 4º do decreto n. 12.933, de 20 de março do mesmo anno.

A despeza, que foi deduzida do empenho prévio n. 287, corre á conta da sub-consignação n. 11 — Linhas de carvão — I — Construção de prolongamentos e ramaes, etc., da verba 34ª do art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro do anno passado, e deve ser paga em obrigações ferroviarias a que se refere o decreto n. 16.843, de 24 de março de 1925, em numero de oitenta e dous (82) titulos á cotação provisoria de 900\$. Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse tribunal para o fim de ser rectificada a dedução provisoria feita no fundo de obrigações ferroviarias em virtude do presente aviso.

Da importancia acima deverá ser deduzida a de 3:654\$472, correspondente á 5 % para reforço de caução e, bem assim, o sello proporcional, no acto do pagamento, de accôrdo com a clausula 57 do referido contracto.

N. 793 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Souza Baptista & Comp., na importancia de 1:300\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accôrdo com o processo de concurrencia administrativa alli realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com o aviso n. ... do corrente mez.

A despeza deverá correr á conta da consignação — "Material" — sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc. — da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 794 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Souza Baptista & Comp., na importancia de 8:212\$418, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accôrdo com o processo de concurrencia administrativa alli realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com o aviso n. ... de ... do corrente mez.

A despeza deverá correr á conta da consignação — "Material" — sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc. — da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 795 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Souza Baptista & Comp., na importancia de 1:140\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accôrdo com o contracto n. 27, oriundo de concurrencia publica.

A despeza deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc. — da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911,

de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 884.

N. 796 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, seja encaminhada ao Thesouro Nacional para o devido pagamento, a inclusa conta de Souza Baptista & Comp., na importancia de 5:950\$000, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accôrdo com a concurrencia administrativa constante do incluso processo.

A despeza deverá correr pela sub-consignação n. 7, da consignação «Material» verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 797 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional para o devido pagamento, as inclusas contas (1) de Ribeiro, Costa & Comp., na importancia de 6:010\$000, e (1) de Dias Garcia & Comp., na de 1:001\$400, de fornecimentos feitos no anno proximo passado á Repartição Geral dos Telegraphos, de accôrdo com a concurrencia permanente cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta secretaria, n. 808, de 26 de maio ultimo.

A despeza, na importancia total de 7:011\$400, deverá correr por conta da consignação «Material» — Consumo — sub-consignação n. 11 — «Outros materiaes de consumo, etc.» — da verba 3ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 798 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, seja encaminhada ao Thesouro Nacional para o devido pagamento a inclusa conta de Dias Garcia & Comp., na importancia de réis 775\$200, de fornecimentos feitos no anno proximo passado á Estrada de Ferro Therezopolis, de accôrdo com a concurrencia administrativa cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta secretaria, n. 1.650, de 14 de agosto de 1925.

A despeza deverá correr por conta da consignação «Material» — Consumo — Sub-consignação n. 6 — Outros materiaes — da verba 14ª art. 14, da lei n. 911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 799 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Dias Garcia & Comp. (1), na importancia de 558\$, e de Luiz Macedo & Comp. (1), na de 960\$, de fornecimentos feitos, no anno proximo passado, á Directoria Geral dos Correios, de accôrdo com os contractos lavrados, em virtude de concurrencia publica.

A despeza, na importancia total de 1:518\$, deverá correr á conta da consignação «Material», sub-consignação numero 4, «Artigos de expediente, etc.» da verba 2ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 800 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Dias Garcia & Comp., na importancia

de 4:000\$, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accôrdo com a concurrencia administrativa constante do incluso processo.

A despeza deverá correr pela sub-consignação n. 7, da consignação «Material», verba 6ª, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 801 — Tenho a honra de solicitar o necessario registro desse tribunal afim de que, no Thesouro Nacional, seja paga a inclusa conta de Dias Garcia & Comp., na importancia de 5:160\$, de fornecimento feito, em 1925, á Estrada de Ferro Central do Brasil, em virtude de contracto celebrado mediante concurrencia publica.

A despeza está subordinada á consignação «Material», sub-consignação numero 6, «Combustivel, etc.» da verba 6ª, «E. F. C. B.», art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.098.

N. 802 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as tres inclusas contas de Borlido Maia & Comp., na importancia total de 1:349\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accôrdo com o contracto n. 27, oriundo de concurrencia publica.

A despeza deverá correr á conta da consignação «Material», sub-consignação n. 7, «Outros materiaes, etc.» da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 803 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Borlido Maia & Comp., na importancia de £ 187-10-0, equivalente a 5:975\$059, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e communicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional n. 1.560, de 11 de novembro de 1923, junto por cópia, do fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accôrdo com o contracto n. 46, oriundo de concurrencia publica.

A despeza deverá correr á conta da consignação «Material», sub-consignação n. 7, «Outros materiaes, etc.» da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1923, empenho global numero 1.227.

N. 805 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despeza, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as inclusas contas, (2) de Villas Bôas & Comp., na importancia de 13:743\$ e (1) de A. Plácido Marques & Comp., na de 149\$800, de fornecimentos feitos no anno proximo passado á Repartição Geral dos Telegraphos, de accôrdo com a concurrencia permanente cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade, desta secretaria, n. 808, de 26 de maio ultimo.

A despeza, na importancia total de 13:892\$800, deverá correr por conta da consignação «Material» — Consumo, sub-consignação n. 9, «Acquisição de livros, etc.» da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 806 — Tenho a honra de solicitar o necessario registro desse tribunal afim de que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas da S. A. Litho-Typographia Fluminense, 3:675\$ a Villas Bôas & Comp. (2), 46:966\$, de fornecimentos feitos, em 1923, a Directoria Geral dos Correios, em virtude de contracto celebrado mediante concorrência publica.

A despesa, na importancia total de 501:635\$, está subordinada á consignação "Material", sub-consignação n. 4, "Artigos de expediente, etc." da verba 2ª, "Correios", art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro daquelle anno, empenhos globaes ns. 6 e 7, respectivamente.

N. 807 — Tenho a honra de solicitar o necessario registro desse tribunal afim de que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas de Villas Bôas & Comp., (2) 9:435\$, Souza Baptista & Comp., 1:370\$800, e Henrique Braga & Comp., 20:432\$, de fornecimentos feitos, em 1923, á Directoria Geral dos Correios, em virtude de contractos celebrados mediante concorrência publica.

A despesa, na importancia total de 31:237\$800, está subordinada á consignação "Material", sub-consignação numero 4, "Artigos de expediente, etc." da verba 2ª, "Correios", art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro daquelle anno, empenhos globaes ns. 7, 10 e 15, respectivamente.

N. 808 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Villas Bôas & Comp., na importancia de 2:967\$800, de material fornecido á Inspectoria de Aguas e Esgotos, no anno proximo findo, de accordo com o contracto lavrado em 28 de fevereiro do mesmo anno, em virtude de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela verba 20ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, 2ª parte, Estrada de Ferro Rio de Ouro, consignação "Material", II, consumo, sub-consignação numero 5, artigos de expediente e do escriptorio.

N. 809 — Tenho a honra de solicitar a V. Exa. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de José da Silva & Comp., na importancia de 7:000\$000, de fornecimento feito no anno proximo passado, á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concorrência permanente cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta secretaria, n. 808, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material", permanente sub-consignação n. 3, "Postes, fios, braços, isoladores, etc.", da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 810 — Tenho a honra de solicitar a V. Exa. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Willman, Xavier & Comp., na importancia de 102\$000, de fornecimento feito no anno proximo passado á Repartição Geral dos Telegraphos,

de accordo com a concorrência permanente, cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta Secretaria de Estado numero 808, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 3, "Postes, fios, braços, etc.", da consignação "Material permanente", da verba 3ª, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 811 — Tenho a honra de solicitar a V. Exa. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de A. Placido Marques & Comp., na importancia de 4:336\$400, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto numero 32, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 812 — Tenho a honra de solicitar a V. Exa. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as inclusas contas de Ribeiro, Costa & Comp., na importancia total de réis 21:357\$500, de fornecimentos feitos no anno proximo passado, á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concorrência permanente cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta Secretaria de Estado, n. 808, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material", permanente sub-consignação n. 4, "Conservação e concerto, etc.", da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 821 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Mayrink Veiga & Comp., na importancia de 649\$900 proveniente de fornecimentos á Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accordo com o contracto de 28 de fevereiro ultimo, lavrado em virtude de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela verba 20ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de 1925, 3ª parte, obras novas, consignação "Pessoal e material", sub-consignação n. 2, para dar cumprimento ao disposto no n. XXXVII, do art. 201, da lei numero 4.973, de 7 de janeiro de 1924, etc.

N. 822 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Nova Companhia Cambôa S. A., na importancia de 8:058\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 23, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — "Material" — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 570.

N. 823 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Mayrink Veiga & Comp., na importancia de 38:730\$, de fornecimento feito, em 1925, á Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accordo com o contracto de 28 de fevereiro do mesmo anno, lavrado em virtude de concorrência publica.

A despesa corre por conta da consignação — "Material" — Permanente — Sub-consignação n. 3: "Machinas, aparelhos, etc.", da verba 20ª, 2ª parte, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 824 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenada por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Companhia Sul-Americana de Electricidade A. E. G., na importancia de réis 14:988\$, de fornecimentos feitos em 1925 á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concorrência permanente, cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta Secretaria de Estado, n. 808, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material" — Permanente, sub-consignação n. 4, "Aquisição de aparelhos, etc.", da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 825 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenada por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Companhia Sul-Americana de Electricidade A. E. G., na importancia de réis 5:140\$, de fornecimento feito no anno proximo passado á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concorrência administrativa, cujos documentos acompanharam o meu aviso n. 131, de 18 de janeiro ultimo.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material" — Permanente, sub-consignação n. 4, "Aquisição de aparelhos, etc.", da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 826 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenada por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Samarão Filho & Comp., na importancia de 4:497\$500, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o processo de concorrência administrativa, anexo.

A despesa foi classificada no n. II, "Officinas e depositos de locomotivas, etc.", da verba 24ª, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias, a que se refere o decreto numero 48.842, de 24 de março do mesmo anno, em numero de cinco titulos, á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectificação provisoria no fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

N. 827 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenada por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Henrique Braga & Comp., na importancia de 1:795\$500, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de conformidade com o processo de concorrência administrativa ali realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com o aviso n. 622, de 8 do corrente mez.

A despesa deverá correr á conta da consignação «Material», sub-consignação n. 7, «Outros materiaes, etc.», da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 828 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Sociedade Anonyma Casa Arens, na importancia de 6:843\$, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accôrdo com o contracto n. 29, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7 — «Outros materiaes, etc.», da consignação «Material», da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 829 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Sociedade Anonyma Casa Arens, na importancia de 5:350\$, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accôrdo com o contracto n. 46, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7 — «Outros materiaes, etc.», da consignação «Material», da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 830 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as inclusas contas (1) de Soares de Sampaio & Comp. Limitada, na importancia de 602:000\$ e (1) de Alfredo Meyer, na de 348:000\$, de fornecimentos feitos em 1925, á Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accôrdo com a concorrência administrativa de emergência, realizada conforme os documentos juntos.

A despesa, na importancia total de 950:000\$, deverá ser paga em obrigações ferroviarias, á cotação provisoria de 900\$, conforme o decreto n. 16.842, de 24 de março do anno proximo passado, por conta da verba 2ª, n. II — «Officinas e depositos de locomotivas, etc.», art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisoria no fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

N. 831 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para

o devido pagamento, a inclusa conta de Soares de Sampaio & Comp., Limitada, na importancia de 174:000\$, de fornecimentos feitos no anno proximo passado, á Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accôrdo com o respectivo contracto lavrado em virtude de concorrência administrativa, a qual foi realizada de accôrdo com o § 2º, letra b, do art. 738, do Regulamento Geral de Contabilidade Publica.

O pagamento, deverá ser feito em obrigações ferro-viarias, á cotação provisoria de 900\$, conforme o decreto numero 16.842, de 24 de março de 1925, por conta da verba 2ª, n. II — «Officinas e depositos de locomotivas, etc.», art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisoria no fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

N. 832 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as quatro inclusas contas de Virgilio Machado, na importancia total de 43:213\$500, de fornecimentos feitos, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accôrdo com o contracto n. 8, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — «Material — Sub-consignação n. 1 — Trilhos, dormentes, etc.», da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 833 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Manoel Teixeira de Araujo, na importancia de 57:877\$568, de serviço executado, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, sob o regimen de tarefas.

A despesa, deverá correr á conta do credito aberto pelo decreto n. 16.682, de 26 de novembro de 1924.

N. 834 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de José Bouzas Duyos, na importancia de 63:837\$005, de serviço executado, no anno proximo passado, para a Estrada de Ferro Central do Brasil, sob o regimen de tarefa.

A despesa foi classificada no n. II — «Officinas e depositos de locomotivas, etc.», da verba 2ª, art. 14, da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias, a que se refere o decreto numero 16.842, de 24 de março de 1925, em numero de 72, á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectificação no fundo de obrigações ferro-viarias em virtude do presente aviso.

N. 835 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Dolabella & Portella, na

importancia total de 469:596\$100, de fornecimentos feitos, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accôrdo com o contracto n. 8, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — «Material — Sub-consignação n. 1 — Trilhos, dormentes, etc.», da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 836 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Fonseca, Almeida & Comp., na importancia de 3:580\$980, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accôrdo com o contracto n. 12, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação «Material» — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

O Banco Nacional Ultramarino tem procuração para o recebimento da importancia acima referida.

N. 837 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Fonseca, Almeida & Comp., na importancia de 118:000\$, do fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accôrdo com o art. 246, letra b do Regulamento de Contabilidade Publica.

A despesa foi classificada no n. II «Officinas e depositos de locomotivas, etc.», da verba 2ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias, a que se refere o decreto n. 16.842, de 24 de março do referido anno, em numero de 132 titulos á cotação provisoria de 900\$000. Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectificação no fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

O Banco Nacional Ultramarino tem procuração para o recebimento da importancia acima referida.

N. 838 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Sociedade Anonyma «Marvin», na importancia de 65:102\$784, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accôrdo com o contracto n. 23, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7 «Outros materiaes, etc.», da consignação «Material», da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 839 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Sociedade Anonyma «Marvin», na importancia de 7:859\$040, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accôrdo com o contracto n. 31, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7 "Outros materiaes, etc.", da consignação "Material", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 840 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento a inclusa conta da Companhia Brasileira de Electricidade, na importancia de réis 7:500\$, de fornecimento feito no anno proximo passado, á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concurrencia permanente, cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta secretaria de Estado, n. 808, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 4 — "Acquisição de aparelhos, etc.", — da consignação "Material permanente", da verba 3ª art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 841 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Hime & Comp., na importancia total de 10:224\$258, ouro, equivalente a 42:254\$600, papel, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional, n. 1.288, de 18 de setembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 47, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 842 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de 2 241-10-0, equivalentes a 7:695\$880, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional, n. 1.560, de 11 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.230.

N. 843 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de 2 105-13-4, equivalente a 3:365\$300, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional, n. 1.560, de

11 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho numero 1.230.

N. 844 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de réis 1:108\$230, ouro, equivalente a 3:940\$340, papel, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade Publica do Thesouro Nacional n. 1.589, de 19 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 43, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 845 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Hime & Comp., na importancia de 1:364\$400, ouro, equivalentes a réis 4:850\$500, papel, de accordo com a cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade Publica do Thesouro Nacional n. 1.586, de 19 de novembro de 1925, de fornecimentos feitos, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto numero 44, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 846 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de réis 20:255\$600, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de acordo com o contracto n. 13, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 747 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Hime & Comp., na importancia de 2 560-18-6, equivalente a 17:830\$138, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional n. 1.560, de 11 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á estrada

de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., — da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.230.

N. 848 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de 2 131-5-0, equivalentes a 4:180\$050, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional n. 1.560, de 11 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto numero 46, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr por conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., — da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.230.

N. 849 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de réis 2:160\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de conformidade com o processo de concurrencia administrativa alli realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com aviso do corrente mez.

A despesa deverá correr por conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., — da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 866 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Amaro da Silveira & Comp. Ltd., na importancia de 462:000\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Noroeste do Brasil, de conformidade com o processo de concurrencia administrativa alli realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com o aviso n. 865, do corrente mez.

A despesa foi classificada no n. 41 — Officinas e depositos de locomotivas, etc., da verba 2ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias a que se refere o decreto n. 16.842, de 24 de março do referido anno, em numero de 514 titulos á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisoria do fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

N. 867 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para

devido pagamento, as duas incluídas contas de Borlido Maia & Comp., na importância total de \$s. 432-1-8, equivalente a 43:760\$940, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional, n. 1.560, de 11 de novembro de 1923, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.227.

N. 868 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as tres incluídas contas de Borlido Maia & Comp., na importância total de F. B. 81.155,56, equivalente a 24:508\$600, de conformidade com a cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio n. 1.560, de 11 de novembro de 1925. Fornecimentos feitos, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.238.

N. 869 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Borlido Maia & Comp., na importância de 235\$855, ouro, equivalente a réis 878\$100, papel, de accordo com a cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio n. 1.667, de 1 de dezembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 48, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.311.

N. 870 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas incluídas contas de Silveira, Fontenelle & Comp., de serviços executados, no anno proximo passado, para a Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o art. 246, letra b, do Regulamento de Contabilidade Publica.

A despesa foi classificada no n. II, "Officinas e depositos de locomotivas, etc.", da verba 24ª, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias a que se refere o decreto numero 16.842, de 24 de março do referido anno, em numero de 90 titulos á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectifi-

cação na deducção provisoria em o fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

N. 871 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas incluídas contas de Silveira, Fontenelle & Comp., na importância total de 18:385\$736, de fornecimentos feitos no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o art. 246, letra b, do Regulamento de Contabilidade Publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material — N. 3. Accessorios para material rodante e de tracção", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 872 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Joaquim Alves Nogueira, na importância de 78:930\$, de fornecimento feito, no anno passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 7, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material — sub-consignação n. 6, "Combustivel para machinas, officinas, etc.", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 820 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de A. J. Ferreira Leal, na importância de 58:024\$, de fornecimento feito em 1925, á Inspectoria de Aguas e Esgotos de accordo com a concorrência administrativa, cujos documentos acompanharam o officio da mesma inspectoria n. 767, de 11 de maio do mesmo anno.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material — Permanentes", sub-consignação n. 1 "Carros, accessorios para canalizações, da verba 20ª 1ª parte, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 819 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Soares de Sampaio & Comp., Ltd., na importância de réis 58:000\$, de fornecimento feito no anno proximo passado á Estrada de Ferro Rio d'Ouro, de accordo com o respectivo contracto lavrado em virtude de concorrência publica.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material — Permanentes", sub-consignação n. 2 "Accessorios etc.", da verba 20ª 2ª parte, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 818 — Tenho a honra de solicitar o necessario registro desse tribunal afim de que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as tres incluídas contas de Gemma Storino Santoro, na importância total de 4:630\$080, de fornecimentos feitos em 1925 á Estrada de Ferro Central do Brasil, em virtude de contracto celebrado mediante concorrência publica.

A despesa está subordinada á consignação "Material", sub-consignação n. 1

"Trilhos, dormentes, etc.", da verba 6ª, "Estrada de Ferro Central do Brasil", art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 852.

N. 817 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de M. Almeida & Comp., na importância de 2:618\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, de accordo com o processo de concorrência administrativa, annexa.

A despesa deverá correr á conta do credito aberto pelo decreto n. 16.682, de 26 de novembro de 1924.

N. 816 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional para o devido pagamento, a inclusa conta de Mestre & Blatgé, na importância de réis 18:000\$, de fornecimento feito no anno proximo passado, á Inspectoria de Aguas e Esgotos, nos termos da letra b, do artigo 246, do Regulamento Geral de Contabilidade Publica.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material — Obras Novas", sub-consignação n. 2, "Para dar cumprimento ao disposto no n. XXXVII, etc.", da verba 20ª, 3ª parte, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de fevereiro de 1925.

N. 815 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas incluídas contas de Fonseca, Almeida & Comp., na importância total de réis 4.735\$200, de fornecimentos feitos, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 31, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

O Banco Nacional Ultramarino tem procuração para o recebimento da importância acima referida.

N. 814 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Fonseca, Almeida & Comp., na importância de 26:604\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o art. 246, letra b, do Regulamento de Contabilidade Publica.

A despesa foi classificada no n. II, "Officinas e depositos de locomotivas, etc.", da verba 24ª, art. 14, da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias a que se refere o decreto numero 16.842, de 24 de março do mesmo anno, em numero de 30 titulos á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisoria do fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

O Banco Nacional Ultramarino tem procuração para o recebimento da importância acima referida.

N. 813 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Amadeu Silveira & Comp., Ltd., na importância de 46:918\$148, ouro, equivalente a 1:8:692\$500, papel, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional n. 1.772, de 28 de dezembro de 1925, junto por cópia, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de conformidade com o processo de concorrência administrativa alli realizada, e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com o aviso n. 684, de 13 do corrente mez.

A despesa foi classificada no n. II — Officinas e depósitos de locomotivas, etc. — da verba 24, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias a que se refere o decreto numero 16.482, de 24 de março do referido anno, em numero de 199 titulos á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva, o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisoria do fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

N. 865 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Amadeu da Silveira & Comp., Ltd., na importância de 499:116\$771 de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Noroeste do Brasil, de accordo com o processo de concorrência administrativa, anexo.

A despesa deverá correr á conta do credito aberto pelo decreto n. 16.510, de 25 de junho de 1924.

N. 850 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Prefeitura do Districto Federal, an importância de 250:000\$ de serviço de reposição de calçamentos executados no anno proximo passado, por conta da Inspectoria de Aguas e Esgotos.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material — Diversas despesas", sub-consignação n. 14, "Reconstrucção de calçamento", da verba 20, 1ª parte, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 851 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. providências, afim de que, uma vez concedido o registro da despesa por esse tribunal, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, á Companhia Brasileira de Electricidade — Siemens Schuckert S. A., as duas inclusas contas, nas importâncias de 33:269\$900, ouro, e 85:445\$600, ouro, respectivamente correspondentes a 426:402\$600 e 306:327\$360, conforme cambiaes tomadas pelo Ministerio da

Fazenda á vista dos officios ns. 1.781 e 1.472, de 28 de dezembro e 26 de outubro do anno passado, do Director de Contabilidade do Thesouro Nacional, juntos por cópia, provenientes de fornecimentos feitos, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, em virtude de concorrência administrativa e contracto registrado em sessão de 30 de dezembro ultimo, desse tribunal.

A despesa, na importância total de 432:730\$040, que foi devidamente empenhada sob os ns. 1.136 e 1.196, corre á conta de sub-consignação n. 3 — Accessorios para material rodante e de tracção, da consignação Material — I — Material permanente, da verba 6ª do artigo 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 852 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências, afim de que uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as inclusas contas de Borlido Maia & Comp., na importância de 1\$500 e de Dias Garcia & Comp., na de 908\$, de material fornecido á Inspectoria de Aguas e Esgotos, no anno proximo passado, de accordo com o contracto lavrado em 28 de fevereiro do mesmo anno, em virtude de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela verba 20ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, 3ª parte — Obras novas — Consignação Pessoal e Material Sub-consignação n. 2 — Para dar cumprimento ao disposto no n. XXXVII do art. 201 da lei n. 4.793, de 7 de janeiro de 1924.

N. 853 — Tenho a honra de solicitar o necessário registro desse tribunal, afim de que, no Thesouro Nacional, seja paga a inclusa conta de Brenno & Comp., na importância de 219\$ de fornecimento feito, em 1925, á Estrada de Ferro Central do Brasil, em virtude de contracto celebrado mediante concorrência publica.

A despesa está subordinada á consignação "Material", sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da verba 6ª, n. 7 — Central do Brasil — art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro daquelle anno, empenho global n. 889.

N. 854 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Brenno & Comp., na importância de 300\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, mediante processo de concorrência administrativa.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 4, "Machinas, ferramentas, etc.", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 855 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Souza Baptista & Comp., na importância de 5:368\$800, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no

anno proximo findo, de accordo com o contracto n. 27, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da consignação "Material", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 856 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Amadeu Macedo & Comp., na importância de 198:840\$, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accordo com o contracto n. 24, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da consignação "Material", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 857 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, sejam encaminhados ao Thesouro Nacional os inclusos documentos referentes ao pagamento da importância de 348:431\$911, ao engenheiro Octavio Correia Lima, correspondente ao resumo da quarta medição provisoria dos trabalhos executados no mez de dezembro ultimo, relativo a serviços de terraplenagem, obras de arte e edificio da estação de Varzea, da Estrada de Ferro Therzopolis, cuja autorização foi concedida por este ministerio, de accordo com o art. 22 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

A despesa deverá correr por conta do credito aberto pelo decreto n. 16.462, de 7 de janeiro de 1924.

N. 858 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, após o devido registro por esse tribunal, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as inclusas contas, na importância de 830\$ e 500\$, de Candida Macedo Soares de Mattos e Maria Lopes da Cunha Macieira, provenientes de alugueis de predios occupados por escriptorio e depósitos da Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accordo com os empenhos numeros 8-C e 29-C, de 1925.

A despesa, na importância total de 1:330\$, deverá correr por conta da verba 20ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, 1ª parte, consignação "Material — III. Diversas despesas", sub-consignação n. 13, "Alugueis de predios para escriptorios e depósitos".

N. 859 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as quatro inclusas contas de José Mercadante & Comp., na importância de 96:177\$821, de fornecimentos feitos no anno proximo passado á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 24, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 849.